

**DU 7 AU 10
DÉCEMBRE 2020
ÉLECTION CONSEIL D'ADMINISTRATION**



OËIL DU CYCLONE

Banque comme les autres ? Banque pas comme les autres ? Dès 2006, *Sud* émettait des réserves au Conseil d'Administration de La Poste sur le modèle que cherchaient les dirigeants du groupe. À quoi servait une banque de détail de plus dans le paysage très concurrentiel en France ? Les crédits conso et immobilier, l'IARD, pouvaient parfaitement être accordés dans un projet de loi dédié à l'intérêt général. 15 ans après, nous voilà avec un établissement bancaire qui s'évertue à singer la concurrence, à coups d'objectifs souvent inaccessibles, de suppression de personnel, de « synergies » boiteuses entre Réseau et Services Financiers et au final une qualité du service rendu au plus grand nombre en chute libre. Évidemment comme dans bien des pans de notre économie l'emploi est un sujet clé pour la Banque Postale. Mis à mal par les directions et pourtant indispensable au bon accomplissement de nos missions.

Unique en son genre, la Banque Postale ne peut pas adopter comme unique valeur la cupidité qui guide la place bancaire française. La satisfaction des besoins des usager-es de LBP passe avant les surprofits dont la direction rêve, c'est la ligne que nous portons et continuerons à porter au sein du CA de La Poste. Vous aurez l'occasion de réagir en votant pour un syndicat qui ne se résigne pas « à la moins pire des solutions » quand des alternatives existent.

COVID 19, un révélateur des faiblesses de l'organisation

La pandémie aura mis à l'épreuve les directions des centres financiers qui ont connu les flottements que *Sud* a largement relevés et fait corriger, notamment en assignant La Poste en référé pour déclencher les CHSCT indispensables à l'évaluation des risques et leur prise en compte.

Nous avons pu aussi dénoncer les conditions dans lesquelles le télétravail a été mis en œuvre dans nos activités. La direction a, en effet, exclu d'appliquer les mesures de l'accord signé par *Sud* en 2018 au prétexte qu'on était dans une situation exceptionnelle et en inventant une nouvelle notion : le « SPAD » ou LA SOLUTION PONCTUELLE DE PRISE EN CHARGE A DISTANCE — COVID 19. Un exercice sémantique visant à évacuer toute forme de compensation

pour les agents en télétravail : achat d'un fauteuil ergonomique, participation aux frais de connexion, d'aménagement, écrans en complément du micro-ordinateur pro : toutes ces mesures sont exclues pour des milliers de collègues en télétravail, pour une durée qui peut aller jusqu'à l'été 2021, dicit le président de la République.

Le télétravail, avec des compensations élevées, doit remplacer le SPAD avec toutes les garanties que les personnels ne soient pas lésés.

Les moyens sont là, il faut créer le rapport de force, pour l'instant seules la CGT, l'UNSA et *Sud* ont interpellé en commun le siège sur le sujet.

À titre d'exemple, on relèvera que la centaine de collègues travaillant pour la filiale French

Sud SYNDICAT

Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envierges 75020 Paris

tel 01 44 62 12 00 fax 01 44 62 12 34

sudptt@sudptt.fr www.sudptt.org

Solidaires syndicale

Bank n'ont pu télétravailler et ont dû rester sur le pont de 9 h à 17 h 6 jours sur 7. Pire, ils n'ont pas vu la couleur d'une prime!

De quoi faire réfléchir et se motiver pour répondre toutes et tous ensemble aux politiques anti-sociales de la Banque Postale.

L'emploi, clé du service public financier

Aujourd'hui se pose plus que jamais la question de l'emploi.

Depuis les dernières élections CA en 2015, 3369 départs aux SF et 9399 au réseau n'ont pas été remplacés au fil de réorganisations téléguidées par la rue de Sèvres. Une stratégie censée répondre à des objectifs de rentabilité que le marché hyperconcurrentiel de la banque de détail ne permet pas d'atteindre d'aujourd'hui, comme nous le prédisions en 2006. Cette rentabilité construite sur un plan social permanent est indispensable pour maintenir le train de vie de la banque et surtout entretenir la mythologie d'une banque qui «challenge» les autres. Comble du cynisme, alors que l'arrivée de la CNP nous amène à un coefficient d'exploitation au niveau des autres banques, la direction veut continuer les suppressions d'emplois... Coté «qualité de la relation client», LBP «assure» avec la clôture automatisée de centaines de milliers de comptes en débit à découvert et les conséquences sur les familles.

La Banque Postale a toute sa place dans le cadre d'un service d'intérêt général bancaire, avec les moyens suffisants pour servir toutes et tous sur tous les territoires, avec une palette de services qui ne ressemble pas au racket permanent pratiqué par le milieu bancaire.

La CNP, on touche avec les yeux!

L'entrée de la CNP dans le giron de LBP va avoir des effets principalement capitalistiques. Peu de chances que nous côtoyons les quelques 3000 nouveaux collègues, encore moins de chance que les fruits de la production de la CNP tombent dans le jardin des postier-es de la maison-mère.

Certes la CNP est une pépite qui fait de gros bénéfices, mais ce n'est pas pour nous! En effet,



dès 2020 l'impact de l'opération CNP sur les comptes de La Poste va largement dépasser le milliard d'euros de résultat net. Cela aurait boosté l'intéressement annuel, de 300 € ou 400 € à plus de 1000 €. Et bien ce sera ceinture! Pour une année 2020 qui aura mis à rude épreuve les postiers-e-s, l'intéressement sera à 0 € grâce aux génies qui ont signé l'accord d'intéressement foireux de 2018, alors même que les probabilités de rapprochement étaient fortes.

Comme des gamins collés à la vitrine d'un magasin de jouets de luxe, on va pouvoir continuer à baver dans nos masques.

Inégalités à tous les étages.

Les salaires et les primes confortables qui sont dispensés à LBP (une moyenne de 5357 € net mensuels) donnent une idée des différences établies depuis 2006 entre La Poste et sa filiale. L'accord d'intéressement de la Banque Postale, signé par toutes les organisations syndicales qui y sont présentes, comporte dans ses critères le niveau de coefficient d'exploitation de la banque. Sympa, ce sont bien la productivité des postier-es des SF et du réseau, les suppressions d'emploi, les fermetures de bureaux de poste qui alimentent en dizaines de millions d'euros la ligne intéressement et participation de la filiale LBP.

Sud dénonce régulièrement ce deux poids deux mesures et propose clairement la réintégration de LBP dans les services financiers de La Poste, pour mettre fin à un système très coûteux, inefficace pour le grand public et qui ne profite pas à la majorité des personnels qui produisent.

PRIMES, OTT, JNT, ALLO LA DIRECTION ?

Depuis 2015, on a eu l'occasion d'apprécier la politique de pingres de la direction de la banque. Ce fut OTT usine à gaz confiée aux directions locales pour grapiller du temps dans des organisations pourtant bien rodées et établies. L'affaire des JNT ou *Sud* a dû batailler ferme pour que les agents ne soient pas spoliés. L'attribution de la prime Covid de 300 € a aussi connu des différences considérables d'un centre à l'autre pour des situations parfaitement similaires. Elle est même reprise dans certains cas en ce moment (cellules LAB, etc..). Si l'encadrement de proximité n'est pas en cause, les consignes qui descendent du siège laissent à désirer sur bien des sujets, instaurant la concurrence libre et non faussée entre établissements, beurk....

On a une occasion d'envoyer un message clair aux patrons du groupe, à leurs actionnaires, à la collectivité : ça suffit comme ça, on doit revenir aux essentiels d'un service public bancaire, répondre aux besoins de toutes et tous et arrêter les stratégies perchées qui ne s'adressent qu'aux nantis.

IL FAUT S'ENGAGER ET ÇA COMMENCE DU 7 AU 10 DÉCEMBRE 2020 PAR UN CLIC SUR LA LISTE SUD AUX ÉLECTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA POSTE !